

JACOB

LUCIEN - PIERRE - JEAN

De jeunes ouvriers et paysans bretons
dans la tourmente de l'Occupation



Jacob MENDRES

Lucien QUENNEAU - Pierre LACHUER - Jean KERDONCUFF

Préface de Eugène Kerbaul, résistant de la première heure

**Un jeune ouvrier du bâtiment
dans la tourmente de l'Occupation**

Un jeune ouvrier du bâtiment
dans la tourmente de l'Occupation

Tous droits de reproduction réservés - 1999.
ISBN 2-9514705-0-9

Jacob MENDRÈS

Un jeune ouvrier du bâtiment
dans la tourmente de l'Occupation

JACOB



SOMMAIRE

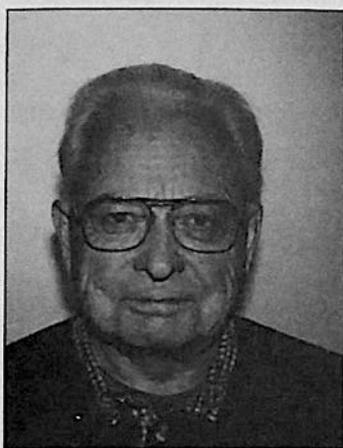
Préface d'Eugène Kerbault	7
Introduction	9
PREMIÈRE PARTIE	
Le soldat	15
DEUXIÈME PARTIE	
Résistance dans Brest occupée	25
Notes sur l'action clandestine à Brest	35
Inauguration de la rue Carlo de Bortoli	42
TROISIÈME PARTIE	
Arrestation manquée	47
Activités Résistance	57
QUATRIÈME PARTIE	
Le Bataillon Stalingrad	59
Le Maquis	77
Le soutien au Maquis	78
Les martyrs de la Résistance	83
Lucien Guenneau «Au maquis des Montagnes Noires»	91
De Pont-l'Abbé à Kersalut	97
Meilh Roc'hir et Meilh ar C'hoat : 2 ^{ème} semestre 1943	99
Poulpavé - Plévi - Kerbars : fin 1943 à début juin 1944	105
Retour à Saint-Goazec de deux groupes. Randonnée à l'Ouest : juin-juillet 44	117
Parachutages pour le bon - Stalingrad - Menez Hom 118 ^{ème} R.I. : 1/10/44	119
Retour sur certaines affaires et idées	123
La Résistance dans les Monts d'Arrée	127
A mon ami Jean Kerdoncuff	138
Les souvenirs de Pierre Lachuer dans la région de Plounéour-Ménez	147
«Mieux vaut tard que jamais» ou la réalité du devoir de Mémoire	159
Le vrai Front National	165
Programme du Conseil National de la Résistance	167
Le Conseil National de la Résistance	175
Ordre du jour d'adieux du Colonel Eon	178
Jean Moulin, unificateur de la Résistance (1899-1943)	179
Dernier discours de Daniel Trelu	185

A ma fille aînée Josette Anne Friant qui m'a encouragé à écrire mes mémoires sur la Résistance à Brest, au bataillon Stalingrad, ensuite à l'état-major. Afin que la flamme de la Résistance, le souvenir de ces jeunes ne s'éteignent jamais.

Un grand merci

Ton papa

PRÉFACE



S'il y a, tous comptes faits, pas mal de Résistants qui ont écrit et publié leurs mémoires, force est de constater qu'il s'agit fort rarement ceux de travailleurs manuels peu familiarisés avec l'écriture, ils sont peu portés à le faire.

Quand ils apparaissent, ici et là, ce sont donc des ouvrages généraux où ils n'ont guère la part belle.

Quand nombre de leurs actions sont de plus mises à l'actif d'autres plus portés à l'écriture, plus habiles dans les interviews et qui pour se valoriser sont assez souvent enclins à «emprunter» à d'autres des actions dont ils se parent sans vergogne.

Avec ces mémoires de Jacob Mendrès, il s'agit de tout autre chose. Je l'ai connu il y a longtemps militant déjà actif, syndicaliste.

La dernière fois qu'il me vit, alors que nous avons un rendez-vous Boulevard Clémenceau à Brest le 5 juillet 41, c'était quand je descendais, moi, la rue Jean-Jaurès, encadré par deux policiers collaborateurs.

Jacob Mendrès était le fils d'un forgeron de Saint-Evarzec qui, mort de la grippe espagnole en 1918, ne survécut guère à cet atroce conflit. Jacob était donc pupille de la Nation, mais il perd sa mère jeune et à 11 ans, il est en apprentissage de maçon. A Quimper, puis à Brest il exerce ce beau et dur métier dans les pénibles conditions sociales et politiques du temps. Il ne s'accommode pas de l'injustice, adhère au Syndicat, en devient un zélé militant puis complète cette activité revendicative par l'action au sein du parti communiste français qu'il a rejoint.

Il a de grands et magnifiques souvenirs des grèves du Front Populaire, auxquelles il participa. Et il eut aussi la lutte pour la démocratie contre la montée du fascisme déjà triomphant en Allemagne, en Italie. Et aussi pour soutenir l'Espagne républicaine en proie au putsch fasciste du général Franco. Le P.C.F. dont il est devenu un des militants dénonce les terribles périls. Il concilie dans cette lutte, le drapeau tricolore et le drapeau rouge, la «Marseillaise» et «l'Internationale». Mendrès a parfaitement conscience qu'il ne s'agit pas là d'une manœuvre politicienne, mais d'un politique lucide appuyée sur le fait que dans une France domestiquée par le fascisme intérieur soutenu par Hitler et Mussolini, le peuple français ne pourrait connaître que la réaction sociale et politique puisqu'il n'aurait aucun droit de disposer librement de lui-

même. D'autres – on le sait – raisonneront différemment et préféreront Hitler au Front Populaire. Mais Mendrès lui est pour une France qui ne soit pas le «paillason de l'ennemi» et de ses complices français qui servent ainsi les féodalités industrielles et financières qui trahissent leur propre pays. La honteuse soumission à Hitler signée à Munich, il la condamne comme contraire à l'intérêt de notre pays et à la paix. Munich mena donc à la guerre un peuple français aveuglé de propagande officielle. Et ce fut la débâcle honteuse de 1940 vécue douloureusement par lui. Pétain s'installe au pouvoir avec l'accord d'une large majorité de politiciens, de gauche comme de droite, devant un peuple français hébété par une catastrophe militaire et politique qu'il ne comprend pas.

Dans l'armée Mendrès a fait son devoir, il continue en dépit de «l'armistice» de Pétain, étant de ceux qui ont le courage et la lucidité de dire «NON» et d'agir sans attendre.

La suite ? Vous la trouverez dans ces pages écrites simplement. Ça commença vraiment le 12 septembre 1940 par la formation d'un «triangle» avec J. Goasguen et G. Riou.

Et les actions commencent. Septembre 1940 ! Les vrais Résistants de la première heure sont très peu nombreux. La plupart connaîtront un sort tragique. Quatre années terribles sont à venir, pleines d'horreurs et de sang.

Et Mendrès raconte sans complaisance ces temps si durs. On trouve dans ces pages nombre d'actions relatées peu souvent comme celle visant une réunion d'état-major d'amiraux allemands, italiens et même japonais venus en sous-marin à Brest. Sabotage qui hélas échoua, Mendrès dit pourquoi et cela aide à comprendre à quel point leur lutte était difficile et dangereuse.

D'autres récits rapportent des actions d'éclats réussies, le plus souvent hélas accompagnées de pertes dramatiques : morts en combattant, sous la torture, au poteau d'exécution, en déportation...

Et tout cela Mendrès le restitue sans fioritures pour que les Français d'aujourd'hui comprennent combien ces sacrifices furent nécessaires et volontairement consentis dans des difficultés de toutes sortes, mais avec la joie que la lutte des Résistants étaient de mieux en mieux comprise par le peuple de France.

Nous n'avions pas, nous les combattants comme Mendrès, d'autre ambition que celle de vivre dans une France libérée, débarrassée des chaînes fascistes, pétainistes et nazies. Nous aspirions, au péril de nos jeunes vies, à une France libre et plus généreuse pour tous ses fils et ses filles. Une France dont nous rêvions tous !

Les premiers temps de la Libération virent se réaliser en partie le Programme du Conseil National de la Résistance. Mais bientôt il fut trahi par des politiciens sans âme ni scrupules.

Mais qu'ont-ils fait de nos rêves ? et Mendrès nous dit que l'espérance est toujours à l'ordre du jour.

Eugène Kerbault
Résistant de la première heure

INTRODUCTION

Je suis né à Saint-Evarzec le 20 novembre 1916. Mon père, Jacob Mendrès, dont je porte le nom, était maréchal-ferrant. Il est mort en 1918 des suites de la guerre. J'avais dix-huit mois. J'ai été déclaré «pupille de la nation». J'ai perdu ma mère deux années plus tard.

Nous étions six enfants. Ma soeur aînée, Marie, avait dix-neuf ans. Ma deuxième soeur, Catherine, avait quinze ans. J'ai été élevé par elles. J'étais le dernier. Entre elles et moi, il y avait encore trois autres sœurs : Jeanne, Marguerite et Joséphine.



*Mon père : MENDRÈS Jacob
né à Pleuven (29) le 26 août 1875
était maréchal-ferrant.
Décédé en 1918
des suites de la guerre 14-18.*



*Ma mère : CLOAREC Jeanne Marie
née le 13 mars 1880
à Clohars-Fouesnant (29)
Certificat d'étude en 1892.
Décédée en 1920.*



*Jacob MENDRÈS
né le 20 novembre 1916
à Saint-Évarzec (29)*

J'ai quitté l'école pour aller travailler à onze ans et demi. J'ai travaillé trois ans à la campagne. Ensuite, je suis allé travailler à Quimper dans le bâtiment avec mon beau-frère, Auguste Redot, époux de ma sœur Marie. Il était contremaître à l'entreprise Tanguy Moreau.

C'est là que j'ai appris mon métier, avec un maçon de Quimper. C'était un ancien contremaître de l'entreprise Tanguy Moreau. En vieillissant il faisait un travail moins éreintant et il a fait de moi, à 16 ans, un ouvrier maçon. Il était sérieux et sobre. Moi aussi. Je ne buvais que de l'eau, ignorant les interpellations de certains «*Si tu ne bois pas de vin, tu ne seras jamais un homme !*».

J'ai continué de lui rendre visite lorsque j'ai quitté Brest pour Quimper. Il était toujours heureux de me voir. Nous parlions métier, et il s'étonnait du salaire horaire que touchait son ancien cotrie. Comme il n'y avait pas de retraite, il a dû toujours travailler et faisait à la fin les petits travaux de la ville.

Je vivais alors chez ma sœur Marie au Moulin-Vert. Nous sommes restés presque quatre ans ensemble.

C'est à Quimper que j'ai commencé à aller aux réunions électorales. Pierre Guéguen, qui sera en 41 parmi les otages fusillés à Chateaubriant¹, était déjà maire communiste de Concarneau, et je suivais ses réunions. A l'une d'elles, au cri de «Tous les fascistes dehors !» nous avons sorti de la salle tous les trublions d'extrême-droite qui étaient venus pour y semer le désordre.

Il est vrai que j'étais grand et costaud. A dix-huit ans, je mesurais un mètre quatre vingt-trois et j'atteignais les quatre-vingts kilos. Je me souviens qu'à 11 ans je mesurais déjà un mètre cinquante-six, et qu'à 16 ans je me fis faire un costume qui ne me dura pas longtemps. Au bout de six mois, je ne pouvais plus entrer dedans.

C'est aussi à Quimper que je me suis mis à parler Français, et ce ne fut pas facile. Pendant toute mon enfance, je parlais ma langue maternelle, le Breton. A l'école publique de Saint-Evarzec, dont l'instituteur était malheureusement d'une intempérance notoire, je n'avais pas appris à maîtriser cette deuxième langue dans laquelle je devrais pourtant m'exprimer toute ma vie : le Français.

A 19 ans 1/2, en mai 36, j'ai voulu «partir sur le trimard». Mon patron, Tanguy Moreau, ne voulait pas me laisser partir. Mais je ne l'ai pas écouté, je voulais partir à tout prix.

Je suis donc parti seul à Brest, quittant la maison de ma sœur Marie.

En prenant le car, j'ai retrouvé un nommé Le Moal, plus âgé, qui avait le même projet.

¹ Le 20 octobre 1941, le FeldKommandant de Nantes est abattu. En représailles, 48 otages furent fusillés par les nazis le 22 octobre 1941, dont 27 à la sablière de Chateaubriant.

En descendant du car, nous avons trouvé un jeune sur la place de la Liberté. Nous lui avons demandé s'il connaissait Brest et s'il pouvait nous guider pour trouver du travail. Nous lui avons en échange payé son repas de midi.

Dès la deuxième entreprise, nous avons été embauchés. C'était l'entreprise Yves Petton, située dans une rue qui menait à l'Ecole Navale.

C'est le neveu du patron qui nous a embauchés. Voyant mon âge il m'a dit : «Toi le jeune, tu es maçon aussi ?». J'ai répondu oui, et mon copain a confirmé que je connaissais bien mon métier. Nous sommes partis voir où se trouvait le chantier avec notre guide. C'était aux Quatre-Moulins. Nous nous sommes présentés au chef de chantier, et le lendemain matin nous étions au travail. Restait à trouver logement et restaurant. Notre guide nous a conduits au bas d'une rue de Recouvrance. Là, nous lui avons offert un verre, et nous nous sommes séparés. Le propriétaire était un Corse. Pour une raison que je ne connais pas, à table, le soir, nous n'avons pas été mis ensemble. Je mangeais avec les cols blancs dans une autre salle.

Au début, nous dormions dans une cave. Je suis resté malade et j'ai dû me faire hospitaliser en justifiant de ma condition de pupille de la nation. J'ai fini par trouver mieux, pas très loin, une chambre pour trois.

Chez Petton, dès la deuxième semaine, nous avons demandé 4,25 F de l'heure comme les ouvriers embauchés deux ou trois mois avant nous. Dès la première paye, nous avions 4,50 F.

LES CAMARADES

Dans l'entreprise Petton, je me suis retrouvé avec Louis Goarin, originaire de Plomelin, au moment de juin 36. Tous les deux, nous sommes entrés au Parti Communiste, à la cellule de Recouvrance. Nous nous sommes mis à militer, vente de l'Huma, distribution de tracts, collage d'affiches (Louis Goarin fera partie de l'équipe de camarades avec laquelle, en 47, nous monterons une coopérative ouvrière de production, la S.C.O.R. - Société Coopérative aux Ouvriers Réunis - qui participera à la reconstruction de Brest).

Nous avons quitté ensemble l'entreprise Petton, quand elle a refusé de payer nos chambres, alors qu'elle nous envoyait en déplacement.

Dès l'après-midi, nous étions embauchés à l'Oréface, une entreprise parisienne. L'Oréface construisait alors à Brest, pour la caserne de Pontanézen, sept grands bâtiments. Louis Goarin connaissait le chef de chantier, un Italien. A la surprise du garde républicain qui était à l'entrée et nous assurait que nous n'avions aucune chance, nous avons été embauchés sur-le-champ.

J'étais alors parmi les ouvriers les mieux payés. Deux Italiens, d'excellents cimentiers, étaient à 7,05 F. Le chef m'avait dit : «C'est la première fois que je trouve un Français capable de leur tenir tête!». J'avais donc aussi 7,05 F de l'heure. Louis Goarin, qui faisait le chef d'équipe à l'époque, n'avait que 6,70 F.

On travaillait cinq fois neuf heures.

Le prix d'embauche du maçon était à 6 F. On payait 12 F par jour pour être logé et nourri.

Pour un beau costume, il fallait 59 F. Mais on pouvait trouver moins cher à 39 F. Pour 10 F, on avait dix paires de chaussettes.

J'avais alors comme cotrie un vieux maçon de Briec. Il commençait à peiner et je l'aidais un peu.

C'est à l'Oréface que j'ai rencontré Germain Riou, qui devait plus tard devenir mon cousin par alliance.

Germain, embauché trois semaines plus tard, a constaté que je portais une bague avec la faucille et le marteau, et que je vendais le journal de la C.G.T.

Germain était déjà à la cellule de Lambézellec, à laquelle, en mai 37, nous sommes venus aussi. Le secrétaire de cellule était le frère de Pierre Corre.

Le beau-frère de Miry² était le trésorier, et sera secrétaire après le frère de Pierre Corre.

Sur la proposition de Germain, nous avons déménagé et nous sommes venus plus près de notre chantier, au restaurant de Madame Veuve Sylvestre. Nous vendions l'Huma Dimanche, Germain et moi, à vélo, jusqu'à trois cents Humas. Parfois, Louis Goarin se joignait à nous. Il nous arrivait d'aller jusqu'au Pilier rouge.

Quand je suis parti au service, un des frères Stervinou³ est venu aussi. Ils ont continué à vendre l'Humanité avec Germain Riou. Ils allaient à vélo jusqu'à Kerhuon et vendaient jusqu'à quatre cents Humas.

A Lambézellec, nous étions donc chez Madame Sylvestre qui tenait restaurant face à la mairie. Le curé, nous voyant coller des affiches, vendre l'Huma, est venu lui demander de nous renvoyer, ce que Madame Sylvestre a refusé, disant qu'elle n'avait jamais eu de jeunes aussi sérieux dans son restaurant. Elle nous aimait bien et elle aimait bien l'ambiance que nous mettions dans son établissement. Quand nous chantions «Ma Blonde», ce qui ne plaisait pas du tout au curé, elle nous demandait de le rechanter. Le curé avait aussi essayé de faire pression sur sa sœur, mais rien n'a pu décider Madame Sylvestre à se séparer de nous.

C'est chez elle qu'un galonné de l'Arsenal, apprenant que j'étais pupille de la nation, m'a proposé d'entrer à l'Arsenal. J'ai refusé, estimant que je gagnais très bien ma vie.

² Ernest Miry, un des militants les plus importants du Finistère dans ces années, était un des dirigeants du Syndicat de l'Arsenal.

Madame Miry était sage-femme, et c'est elle qui a assisté ma femme à la naissance de notre fille en janvier 43.

³ Les frères Stervinou et Germain Riou étaient originaires de Saint Goazec et parents de ma future épouse.

Nous suivions aussi des cours du soir à la Bourse du Travail. Notre professeur de français était Marcel Hamon, un beau-frère de Tanguy Prigent. Je ressentais le besoin de rattraper le temps que m'avait fait perdre l'intempérance de mon instituteur à Saint-Evarzec. Ce professeur sera plus tard le colonel Courtois dans la Résistance.

C'est l'été 37 que, lors de nos premières vacances, conquête du Front Populaire, je suis allé pour la première fois à Saint-Goazec, où devait s'implanter le premier maquis de Bretagne. J'ai fait aussi la connaissance de Jean Riou, frère de Germain. Il sera après la Libération le maire communiste de Saint-Goazec.

Lorsque Louis Goarin a été embauché à l'Oréface, il venait de quitter l'entreprise Yves Petton, qui lui devait douze jours de congés payés. Les congés payés, le patron ne connaissait pas cela. Sur la menace d'aller devant les prud'hommes, après consultation du comptable, le patron leur a donné la somme des congés payés de 36.

Cumulant les congés payés de 36 et de 37, nous sommes partis en vacances à vélo. Germain et moi en direction de Saint-Goazec, Louis Goarin vers Quimper.

Nous avons d'abord passé trois jours chez le père de Germain, à Saint-Goazec, puis nous sommes allés rejoindre Louis Goarin chez sa sœur à Quimper.

Jean Riou, le frère aîné de Germain, lui a demandé une demi-journée de foin à Trégonével. Germain et moi avons été mis à monter le foin sur le tas. Les ouvriers agricoles qui étaient là trouvaient le rythme trop rapide et ont essayé de nous saouler.

«Le grand ne boit rien !» se désolaient-ils en breton.

C'était l'été 37. Des temps difficiles s'annonçaient. La lutte antifasciste sera terrible.

Certains diront que la Seconde Guerre mondiale était déjà commencée, avec l'Espagne pour champ de bataille. A l'appel du gouvernement républicain espagnol, des camarades s'engageaient dans les Brigades Internationales pour combattre Franco et ses alliés, Hitler et Mussolini.

Le premier octobre 37, je suis parti faire mon service militaire.

Jacob Mendrès



PREMIERE PARTIE

20 octobre 1937 - 9 septembre 1940

LE SOLDAT

**de la déclaration de guerre
à la démobilisation**



Le 20 octobre 1937, je suis entré au deuxième Régiment d'Infanterie Coloniale à la caserne Fautras à Brest, pour y faire mon service militaire. Cette affectation n'était pas celle que j'attendais, car, lors du conseil de révision, j'avais demandé le Génie, plus en accord avec mon métier. Mais elle m'a permis de faire un stage de chauffeur, tourisme et poids lourds à Bordeaux, de décembre 1938 à janvier 1939, et d'obtenir, brillamment ma foi, mes permis.

Par la suite, j'ai fait plusieurs stages de formation pour la conduite de poids lourds à Nantes, à la caserne du train, ainsi qu'à Brest. Nous utilisions pour ces stages des camions Berliet tout neufs.

A la fin du mois d'Août 1939, le 25, nous avons quitté Brest. Quelques jours plus tard, nous étions dans le secteur du camp de Bitche, à vingt-cinq kilomètres de la frontière allemande, au nord-ouest de Strasbourg.



Jacob Mendrès

Le 3 septembre 1939, jour de la déclaration de guerre, à dix-sept heures, j'étais à la gare de Strasbourg. Nous étions plusieurs camions du deuxième R.I.C. pour prendre du ravitaillement. Le chargement fait, nous avons repris la route de notre camp.

C'était d'une tristesse effroyable de voir l'évacuation de cette ville à pied, en voiture, à vélo. Cela m'est resté dans la gorge. Nous étions plongés dans la guerre, «la drôle de guerre». Heureusement, je gardais mon sang-froid. Nous allions en avoir besoin.

Notre division, la quatrième, est restée tout l'hiver sur le bord du Rhin. Nous avons eu en tout cinq jours de permission sur place et une semaine en Bretagne en décembre 1939. Déjà, parmi les troupes, on sentait que quelque chose ne tournait pas rond.

Nous sommes «venus au repos» fin avril 1940, trois ou quatre jours. Tous les camions ont alors reçu l'ordre d'aller en gare prendre du ravitaillement pour quatre jours et de le distribuer aux bataillons.

Début mai, nos lignes étaient enfoncées par l'armée allemande. Toute notre division embarquait alors en train pour prendre position près d'Amiens. Les quatre cents camions sont partis par la route, avec bien des embûches.

Notre groupe, celui des onze camions chargés du ravitaillement est arrivé deux jours plus tard à six kilomètres d'Amiens, le 19 mai 1940.

Notre état-major avait du retard : le train avait été bombardé et il y avait des morts. Nous avons aussi été mitraillés sur la route. C'était la débandade.

C'est là, à six kilomètres d'Amiens, près d'Hébécourt que nous avons vu deux voitures d'officiers supérieurs. L'un d'eux était le général Weygand, alors Chef d'état-major¹. Il nous a demandé où étaient nos chefs. En l'absence de notre lieutenant parti chercher des ordres, notre sergent lui expliqua que nous ne savions pas où nous devions nous arrêter.

Le lendemain, lorsque notre lieutenant est revenu avec des instructions précises, nous sommes descendus de quinze kilomètres en forêt de Breteuil. Les Allemands étaient à moins d'un kilomètre de nous. Nous sommes restés vingt jours au combat, après avoir repoussé les Allemands au-delà d'Amiens.

A partir du 26 mai, nous étions postés dans le bois de Ailly-sur-Noye, au nord-est de notre position précédente. Mais ça n'allait pas durer.

La compagnie du ravitaillement était, comme je l'ai dit précédemment, postée à Ailly-sur-Noye. Je conduisais un camion de viande. J'étais accompagné d'un boucher et d'un charcutier de métier, l'un Breton de Carhaix, l'autre Vendéen. Si la guerre s'était prolongée, je serais moi aussi devenu boucher !

¹ Devant l'ampleur du désastre, Paul Reynaud a remplacé Gamelin par Weygand.

Comme nous ne recevions plus rien pour approvisionner les hommes en viande, nous allions chercher des animaux dans les champs : vaches, bœufs... Tout était bon.

Comme à chaque passage d'avions, et il y en avait ! le boucher et le charcutier disparaissaient sous terre, j'avais appris à les remplacer et je savais travailler au merlin. J'étais devenu Daimler, le bourreau.

Pendant la bataille de la Somme, j'ai surtout tué des bœufs pour nourrir la troupe. Je portais alors un treillis marron foncé et une veste de cuir de la même teinte. La préparation de la viande se faisait de jour et la livraison du ravitaillement à la tombée de la nuit. Nous finissions la tournée vers minuit et nous refaisions aussitôt le plein d'essence. Nous gardions un bidon de cinquante litres d'essence en réserve.

La dernière nuit de ravitaillement dans la région d'Amiens, je l'ai passée à chercher mon bataillon. Nous étions à deux chauffeurs, chacun à bord de son Berliet de cinq tonnes. Nous nous sommes retrouvés, l'ensemble des camions, dans un autre bois, la forêt de Bonvilliers, après avoir reculé.

Le bataillon venait de subir de lourdes pertes. Beaucoup d'hommes avaient été tués au combat ou faits prisonniers.

Vers quatre heures du matin, nous nous sommes concertés entre chauffeurs. Nous étions entre deux grandes routes en direction de Paris. Nous entendions, des deux côtés, des tirs de mitrailleuses. J'ai décidé d'aller voir avec deux camarades. Pendant ce temps-là, les autres copains creusaient une tranchée de cinquante à soixante centimètres de profondeur, en cas de bombardement.

Pendant notre patrouille, nous avons eu la surprise de voir passer sous notre nez les chars et automitrailleuses allemands qui filaient sur Paris. Nous étions encerclés. Pour moi, le choix était fait, je ne serais pas prisonnier. D'une manière ou d'une autre, je garderai ma liberté.

A onze heures du matin, le 8 Juin 1940, forêt de Bonvilliers, le Général de Division qui était avec nous ordonna le «sauve-qui-peut». Notre groupe est sorti du bois. Nous étions à onze camions encore. Je conduisais le septième. Notre lieutenant était en tête, en voiture. Il était décidé à passer par la plaine, à travers les lignes, en prenant les petites routes, les grands axes étant occupés. Mais plus bas, c'était la prairie, elle était inondée. Nous avons dû faire demi-tour et là, j'étais derrière le lieutenant. Nous n'étions plus que quatre camions. Nous avons presque tout le ravitaillement : pain, viande, vin, petits vivres.

J'ai noté à l'époque toutes les étapes et les dates de nos positions pendant la bataille de la Somme et la «grande débandade»².

² Cf. Document de l'époque, page 20.

« Amiens »

Brive Le - 19. 5. 40 d°
 (Dreux) / Croisy
 isquemoys / élinement
 -restans. / buneul.
 vers sur étoye / Beauvais
 + Souffrènes / Le 21 R
 Hécaut / Gann

Raivillement (sur) (du cri
 Chilly - sur - élye - du 26 au 7. 4
 Gypencourt.
 Rouret.
 Ramencourt.
 Dommartin.
 Collencourt.
 Dix huit

et antididier crève
 sont dans le village
 Beauvais. / profi achu
 jours de lieps

du 20, au 26, 7, 40 dans 12 sections,
 Berny, Chausson, Lu Falaise, Paillart
 Bois de Ehirnant, du 7, 6. 40
 Forêt de (Douvillers) 8. 6. 40

de la « grande, débandade » (sur) du
 Chausson, quinquempois, Aboulingny, Raverie
 Lanville, Cressoncy, Cernoy, (Fouilleuse) 9. 6.
 Baillart, Epineuse, Capenoy, (Giancourt) 9. 6.
 Chocquerville, Chocquy, évi) élogent m. aie) (Orléans) 9. 6.
 Chantilly) 9. 6. 40. Luzarche 9. 6. 40.
 1. Charlin du Tertre, Forêt de Camelle, du 9 au 14

ou s'est rassemblée les sections du 9 em R.T.C.
 Viannes, Turgis ^{recapés} ayant pris position le 14.
 Luzarche. Champlâtre Le Bénil, au long de
 Ezanville, Forêt de Lamont du 12, 13, 6. 40
 Escouen, Lucelle, Vierchette, Hains, 14. 15. 16.
 par la route, ébuis, é de blus
 Villeneuve St Georges, Chancerson, Juvigny
 Riv. écoups du 14. 15. 6. 40
 Halesherbe Vailey, du 15, au 16. 6. 40
 Vierzon, Vatan - Vendure, du 16, au 17. 6. 40
 Raivillement par les sections du 9 em R.T.C. (Chancerson)

sa Trimeville, Belleac, Rochecrocard du 17, au 18
 0, 40. Raivillement (Limoze)
 Brive, Souillac, Cahors, (Boutancourt)
 20, 6, 40.
 Effrèche

Le 9 juin 1940 au matin, nous nous sommes arrêtés à Epineuse pour nous laver. J'avais de l'eau dans le camion et quelques-uns d'entre nous sont allés prendre un café (dans un bistrot qui fonctionnait encore !).

Les quatre camions étaient toujours ensemble. Nous formions un drôle d'équipage ! J'étais en tête. Notre lieutenant, le paysan normand, nous avait quittés pour aller chercher les sept camions manquants. Nos camions étaient pris d'assaut par les rescapés de la division. Il y en avait partout, allongés sur les ailes du camion, assis sur le capot. A peine avais-je de la visibilité. A l'intérieur, parmi les vivres, il y avait encore d'autres soldats.

Dans la cabine, nous étions trois : moi le chauffeur, le séminariste Bernard de Plonévez-du-Faou qui faisait office de secrétaire de notre lieutenant, et Hennebaut de Brest, adjudant chef de la compagnie. Nous l'avions récupéré en route alors qu'il fuyait à vélo. Hennebaut a pris par la suite le commandement des quatre camions en concertation avec notre sergent-chef, un Parisien.

A cette halte, trois généraux et deux colonels sont entrés, comme nous, prendre un café. Nous nous sommes levés pour les saluer. Ils ont répondu à notre salut. Nous avons eu la surprise de les entendre dire que le pont de Creil allait sauter à quatorze heures. Nous nous sommes aussitôt précipités dans nos camions pour reprendre la route et nous avons franchi le pont de Creil, sur l'Oise, avant qu'il ne saute.

A Chantilly, les quatre camions ont obtenu chacun trois cents litres d'essence dans un camp d'aviation, avant qu'on ne fasse sauter la réserve.

Nous demandions à chaque fois quel était le lieu de rassemblement prévu. Notre question restait sans réponse.

Nous étions toujours le 9 juin.

Nous avons pris la direction de St Martin-du-Tertre, en forêt de Carmel. Nous nous sommes rangés dans le bois : nous étions à trente kilomètres de Paris. Notre sergent-chef est parti pour Paris avec une petite moto qu'il avait récupérée. Il est revenu nous dire que les autres copains et notre lieutenant étaient là, tout près de nous, ainsi que d'autres camions de la division.

La troupe fut mise en position de combat, avant Paris et après Paris. Quatre positions en tout. Nous n'avions plus d'arme lourde, hormis une mitrailleuse lourde transportée par camion. Moi, je transportais des soldats, vingt-cinq hommes.

Ce fut Ris-Orangis, au sud de Paris ; sur la route de Chateauroux, du 14 au 15 juin 1940, notre dernière position. Nous sommes arrivés à Châteauroux le jour de la demande d'Armistice, le 17 juin 1940. Les Allemands nous talonnaient. Lorsque nous avons traversé Châteauroux, nous les chauffeurs des dix-huit camions rescapés, nous venions de conduire trente-six heures de rang, ceci depuis Ris-Orangis. Je me suis allongé pour dormir jusqu'au matin. Le repos était mérité.

C'est là que nous avons appris les tristes nouvelles :

- Weygand, généralissime depuis le 19 mai, en remplacement du général Gamelin, devant l'ampleur du désastre, venait de donner sa démission, faute d'obtenir la capitulation de l'armée.

- Pétain, nouveau chef du gouvernement, le dernier gouvernement de la Troisième République, avait demandé au vainqueur la conclusion d'un armistice.

Nous n'avons pas entendu son discours, mais les rumeurs allaient bon train sur son contenu : «retour à la terre» et autres fadaïses. Nous les soldats, nous étions complètement écœurés. En majorité, nous étions contre. Nous étions vendus par l'état-major.

Nos supérieurs immédiats, capitaines et lieutenants surtout, étaient déroutés.

L'Armistice sera signé à Rethondes le 22 juin 1940 et appliqué le 25 du même mois.

L'histoire dira que la France vient de subir sa plus lourde défaite.

Nous avons repris la route, le matin, en direction de Montauban où nous sommes arrivés le 20 juin. Nous devons être logés dans la caserne du seizième Régiment de Tirailleurs Sénégalais. Mais il n'y avait plus de place. C'était la pagaille.

Du deuxième R.I.C., il restait deux-cents hommes environ et une vingtaine de camions. Nous étions presque tous Bretons. Nous avons alors vagabondé dans plusieurs camps de juin au 9 septembre 1940, commençant à Montauban pour finir à Baumont-Lomagne. Nous avons, entre autres, établi un camp dans un château, aux environs de Montauban. Nous y avons passé une partie de l'été. Nous avons touché une prime de combat qui finançait nos sorties en ville. Nous ne recevions aucun courrier de Bretagne.

En août, les Allemands sont venus prendre nos camions et nos armes. Nos relations étaient assez bonnes avec une partie de la hiérarchie militaire, surtout lorsqu'elle n'était pas de carrière. Mais cet été 1940 comportait les signes avant-coureurs de ce qui allait suivre et que je résume ici :

- Nous refusons le discours pétainiste que nous a tenu le colonel, responsable des camps, nous vantant la beauté de la Bretagne, et le «retour à la terre».

- Nous avons lu «l'Appel» de Jacques Duclos et Maurice Thorez.

Michel Pétillon, de Fouesnant, ancien lutteur et ouvrier à Paris, avait reçu une lettre contenant deux exemplaires de cet appel, qu'il faisait circuler parmi nous.

- Nous avons pris connaissance de «l'Appel» de De Gaulle, de Londres, celui du 18 juin, communication orale uniquement. Nous étions heureux qu'il continue le combat.



Jacob, chauffeur d'un camion de 5 tonnes



Le groupe de chauffeurs



16 juin 1940 - La débandade
(Ris Orangis)

Dépôt 179 30 G.E.F.

Arme: Infanterie coloniale Grade: *1^{er} cl*

Nom: *Mendres* Prénoms: *Jacob*

Date de naissance: *20 novembre 1916* Lieu de naissance: *St Evangee (Finistère)*

Nationalité: Française

Situation de famille: *Célibataire*

Profession-exercée avant les hostilités: *Macon*

Adresse-avant les hostilités: *La Tour ~~de~~ Fouernant (Finistère)*

Adresse-où se retire l'intéressé: *— — —*

Bureau de recrutement: *Quimper*

Numéro de recrutement: *1039*

Dernier Corps d'affectation: *DIC 179*

Centre mobilisateur rejoint lors du
dernier appel sous les drapeaux: *C.M.I.C. 118 Brest*

Date: *le 20 octobre 1937*

L'humeur est à la révolte. Et il y a pas mal d'agitation parmi nous. Refus de prendre la garde à la caserne et début de mutinerie contre un capitaine que nous appelions le «vainqueur de Quincampoix», une des étapes de notre déroute. Il s'est donné une médaille militaire qu'il n'a jamais gagnée. Nous le gratifions de «l'Internationale», d'un chahut et de quelques coups de feu tirés en l'air lorsqu'il veut nous imposer une discipline que nous ne sommes pas disposés à accepter. Il a remplacé un capitaine tué au combat et nous ne le reconnaissons pas comme notre chef.

Un autre capitaine qui, lui, a notre estime, rétablit la situation : «Vous connaissez mal les Bretons» dit-il au «vainqueur de Quincampoix». Il n'y aura pas de sanction.

Nous quittons ce château, aux environs de Montauban, vers la fin de l'été avec une étape à Beaumont-Laumagne. Enfin, le cœur gros, nous débarquons du train à Quimper, accablés par le spectacle de notre pays occupé.

Mon copain Le Lane a pris la direction de Leuhan et moi la direction de la Forêt-Fouesnant. Nous nous sommes fait démobiliser à Quimper, dès notre arrivée, pour avoir les papiers en règle.

Je suis démobilisé le 9 septembre 1940.

J'étais entré aux deuxième R.I.C., caserne Fautras à Brest, le 20 octobre 1937, pour y faire mon service militaire.

L'ennemi ne m'a pas fait prisonnier.

